

TERMES DE REFERENCE DE L'ÉVALUATION OPERATIONNELLE INDEPENDANTE DU PROJET : AMELIORER LA RESILIENCE DES POPULATIONS DANS DES CONDITIONS PRECAIRES EN COMMUNE GITERANYI, BURUNDI

1. Résumé

- **Objectifs** : Evaluer le projet « Amélioration de la résilience des populations dans des conditions précaires en commune de Giteranyi, Burundi » mis en œuvre par la Croix-Rouge du Burundi en gestion déléguée
- **Public cible** : Les bénéficiaires des interventions dans la commune de Giteranyi, les comités locaux et unités collinaires de la Croix-Rouge du Burundi, la Croix-Rouge du Burundi (CRB), les autorités locales pertinentes, l'Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise (AICRL), Ministère des Affaires Etrangères et Européennes luxembourgeois (MAEE)
- **Commanditaire** : Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise
- **Rapports** : les rapports d'évaluation seront soumis par l'évaluateur au Secrétaire général de la CRB et au Président du Comité d'Administration de l'AICRL
- **Calendrier** : l'évaluation se déroulera entre février et mi-avril 2020, mais de préférence entre le 15 février et le 15 mars 2020
- **Échéancier** : le rapport provisoire est soumis au plus tard le 15 avril 2020 et le rapport final au plus tard une semaine après réception des commentaires
- **Lieux** : Burundi (Bujumbura, Province de Muyinga et Commune de Giteranyi)
- **Durée** : 10 jours de terrain

2. Contexte

a. Contexte d'intervention

Le retour forcé ou rapatriement de réfugiés burundais de la Tanzanie essentiellement provoque des arrivées massives de populations plus particulièrement dans la province de Muyinga.

Depuis 2012, l'AICRL travaille dans la province de Muyinga et a soutenu la réinstallation de plus de 1 500 familles vulnérables dans diverses communes (en 2012 Muyinga, en 2014 Giteramuka et en 2016 Buhgunyza) en utilisant une approche participative et inclusive. Le projet de l'accord-cadre, objet de la présente évaluation, s'inscrit dans cette continuité.

Ainsi le projet s'appuie sur les réalisations des projets précédents et capitalise les expériences réalisées dans le cadre de ceux-ci. Au niveau technique la capitalisation peut s'appuyer sur des études et analyses réalisées par le FICR Shelter Research Unit dans le cadre de ces projets.

Le projet s'inscrit en parfaite harmonie avec l'objectif stratégique 2 du plan stratégique 2014-2017 de la CRB: « Accroître à travers les unités collinaires renforcées la résilience des individus et des communautés ». De plus, le relief du Burundi est accidenté avec des altitudes variant entre 700 et 2600 mètres. Cette situation a comme corollaire des inondations récurrentes, des érosions qui endommagent chaque année un nombre assez important d'infrastructures, dont des maisons d'habitation, parfois coûtant même des vies humaines et détruisant des champs de cultures. C'est pourquoi le projet cherche à renforcer la résilience des communautaires en faisant du reboisement vu que certaines des collines de la commune de Giteranyi sont en pente et fortement dénudées. En agissant sur cette problématique, les terrains sont stabilisés et les risques d'inondations et de glissements de terrain diminués.

Le projet prévoit également un appui au niveau de l'approvisionnement en eau potable.

b. Description du projet et de ses réalisations

Le Projet a pour objectif général l'amélioration de la résilience des populations dans les situations précaires dans la commune de GITERANYI, province de Muyinga ci-après dénommé « le Projet »

Les 3 objectifs spécifiques ainsi que les résultats du Projet sont les suivants :

1. Améliorer l'habitation des populations fragiles aux aléas naturels et socio-économiques

1. Résultats attendus :

OS1R1 Les communautés sont formées aux techniques de construction durable et construisent des habitats adaptés

OS1R2 395 ménages bénéficient des habitations durables et sont protégés contre les intempéries

OS1R3 395 ménages de Giteranyi ont des latrines avec dalettes et sont sensibilisés au niveau assainissement

OS1R4 395 ménages ont des jardins de cuisine et des dispositifs de lavage des mains et sont sensibilisés sur l'hygiène

2. Protéger l'habitation et sensibiliser les bénéficiaires à être mieux résilients face à des aléas naturels et socio-économiques

Résultats attendus :

OS2R1: Les zones à risque nécessitant le reboisement sont répertoriées dans les collines ciblées.

OS2R2: Les communautés et autorités locales sont informées et adhèrent au projet de reboisement de ces collines sur base de participation communautaire

OS2R3 :320 000 plants sont produits et plantés sur les collines à forte pente

3. Renforcer les capacités des communautés à être plus résilientes face aux aléas naturels et socio-économiques en matière de construction durable et d'assainissement

Résultats attendus :

OS3R1:

Les membres des UC, les autorités locales et les volontaires des comités collinaires et provincial de la Croix-Rouge de Muyinga participent à des séances de formation et de sensibilisation sur les premiers secours à base communautaire, la santé communautaire et la malnutrition, l'aide sociale, eau, l'hygiène et assainissement, la culture de la paix et la non-violence.

OS3R2: Les membres des UC, les autorités locales et les volontaires des comités collinaires et provinciaux de la Croix-Rouge de Muyinga bénéficient des formations en métiers utiles à la communauté.

Le projet est cofinancé par le Ministère des Affaires étrangères et européennes du Grand-Duché de Luxembourg, Direction de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire (MAEE) et l'Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Le budget opérationnel du projet est de 720.000 €, géré en délégation par la CRB et mise en œuvre de janvier 2017 à décembre 2019.

La sélection des ménages bénéficiaires ainsi que des collines d'intervention est faite par un processus participatif tenant compte des besoins avec la participation de l'ensemble des acteurs tels que les chefs de zones, les chefs de collines, les présidents des Unités Collinaires de la CRB et les administrations étatiques.

La mise en œuvre s'appuie sur la formation des maçons ainsi que la sensibilisation des ménages bénéficiaires pour poursuivre les travaux et assurer le crépissage des maisons pour contribuer à leur durabilité. Celle-ci est également favorisée par le respect des

pratiques et standards des constructions sûres, chaque maison doit avoir des dimensions de 8 m sur 6m soit une superficie de 5.6 m² par ménage de 5 personnes et les maisons doivent être équipées de gouttières. La durabilité du projet s'exprime également par la duplication des standards de construction promus lors de la construction de maisons par des ménages qui ne sont pas bénéficiaires du projet.

Toutes les maisons disposent de latrines, couverte de tôles et équipées de dalles munies de couvercles placées sur les trous des latrines pour empêcher que les mouches n'entrent pas dedans et ne répandent les microbes dans les milieux environnants.

Dans le cadre de l'amélioration de l'hygiène, à l'entrée de chaque latrine, il y a un dispositif de lavage de mains (handwashing) et les bénéficiaires sont formés sur le PHAST.

Les maisons sont également équipées d'espaces de cuisine et de foyers améliorés ainsi que de jardins cuisine et chaque ménage a reçu 3 plants d'avocats qu'il a planté dans la parcelle.

L'intervention est complétée par l'aménagement de 20 sources en collaboration avec le service municipal de l'eau. Des comités de gestion des sources sont mis en place.

Un grand nombre de volontaires, plus de 659 sont formés sur des thèmes variés (PHAST, réduction des catastrophes, pépiniériste, maçons, fontainiers, etc.). Ainsi ces volontaires peuvent mener des activités de prévention et de réponse dans la communauté pour la rendre plus résiliente face aux aléas naturels et socio-économiques.

Dans le cadre de l'action une étude du Shelter Research Unit et une conférence sur l'habitat ont été réalisés en 2019.

c. Description du mode de gestion déléguée

Ce modèle, utilisé avec le Burkina Faso, le Burundi et le Népal, accorde au partenaire d'exécution la responsabilité de la gestion du programme et de la justification de dépenses. Cette manière de travailler est le fruit du renforcement des capacités, développé avec l'équipe sur place depuis plusieurs années pendant la présence de notre délégué. La collaboration se matérialise par le transfert des fonds à la CRB et la mise en œuvre du projet par la CRB ainsi que la transmission de rapports narratifs et financiers mensuels selon le format demandé par le bailleur de l'AICRL.

Gestion opérationnelle :

Le desk du pays suit cette collaboration grâce à des appels téléphoniques et vidéoconférences afin de guider l'équipe locale dans la mise en œuvre du programme. Elle/Il revoit avec l'équipe terrain le chronogramme des activités et les activités prévues par le programme pour atteindre les résultats espérés.

Mode de suivi opérationnel :

Le coordinateur terrain/responsable terrain de la CR locale envoie mensuellement un sitrep (=rapport mensuel terrain) incluant le cadre logique, le tableau de suivi des indicateurs et le chronogramme des activités au responsable pays (desk) au siège de l'AI. De plus, des visites terrain régulières sont organisées 2-3x/année selon les besoins exprimés par l'équipe terrain. Pour chaque visite terrain, c-à-d mission de monitoring, des termes de références et un rapport de mission seront écrites et partagés avec la CRB. Celui-ci a pour but de les aider et nous permet de faire des adaptations ou modifications dans l'approche, dans la mise en œuvre ou du type de soutien défini, mais aussi de revoir les activités et le chronogramme.

Mode de suivi financier :

Au niveau du suivi financier, les Croix-Rouge locales nous envoient un rapport financier avec les dépenses du mois et un avec les dépenses cumulées. Elles nous envoient également trimestriellement une demande de transfert en expliquant les activités à couvrir. Lors du monitoring ou mission terrain, le desk voit avec le département financier de la CR locale, les dépenses, contrôle les appels d'offres et analyse les soldes de banques et de caisses.

Mode d'évaluation opérationnelle :

Une évaluation opérationnelle externe est prévue à la fin du projet.

Mode d'évaluation financière :

Un audit financier fin de programme est prévu et l'envoi d'un rapport financier mensuel et accumulé est dû, ainsi que l'envoi mensuel des copies des justificatifs des dépenses. Celles-ci sont contrôlées et validées ensuite par le desk et le comptable financier de l'AI.

Toutes dépenses que nous considérons non-éligible pour notre programme, sera remboursée par notre partenaire.

3. But et portée de l'évaluation

La présente évaluation porte sur l'accord-cadre « Améliorer la résilience des populations dans les situations précaires » mis en œuvre par l'AICR de 2017 à 2019 dans 6 pays et financé par le MAEE. Elle s'intéresse plus particulièrement à la gestion déléguée des projets par les Sociétés Nationales de la Croix-Rouge dans les pays d'intervention. Ce mode de gestion concerne le Burundi, le Burkina-Faso et le Népal alors que les actions au Niger, au Sénégal et au Mali sont mise en œuvre selon un mode de gestion interne.

L'évaluation est commanditée par l'AICRL et mise en œuvre dans le cadre de ses obligations contractuelles avec le MAEE.

Le but de cette évaluation est d'analyser la mise en œuvre des projets par les Sociétés nationales partenaires en gestion déléguée pour l'AICRL et de tirer des enseignements pour la mise en œuvre de futures actions selon ce mode de gestion.

La CRB étant un partenaire de longue date de l'AICRL avec une collaboration qui a commencée en 2009 et l'action s'inscrit dans la continuité des actions précédentes, mises en œuvre par l'AICRL et la CRB dans la province de Muyinga en faveur des populations déplacées, hôtes, expulsées, rapatriées et retournées dans cette province.

C'est pourquoi l'action au Burundi a été choisie pour la présente évaluation en vue de tirer également des enseignements plus globaux sur le mode de gestion en question.

L'évaluation s'inscrit dans une démarche de recherche-action mise en œuvre depuis 2011 par l'AICRL et la CRB en collaboration avec le Shelter Research Unit de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (SRU-FICR) dans le domaine de l'habitat au Burundi. Ainsi plusieurs études techniques ont été menées sur les habitats du Burundi et deux conférences et ateliers organisés en 2012 et en 2019.

Dans ce cadre l'« *Analyse comparative des techniques de maçonnerie en terre* », réalisée par le SRU-FICR du 27 février au 8 mars 2019 ainsi que le « *Guide de référence sur les abris des personnes vulnérables au Burundi* », élaboré suite à un atelier national organisé du 22 au 24 avril 2019 pourront servir de référentiels en matière de techniques de construction.

La présente évaluation pourra donc s'appuyer sur ces travaux et ne portera pas sur l'aspect technique des constructions mais sur l'aspect organisationnel de sa mise en œuvre.

La présente évaluation opérationnelle sera complétée par un audit financier à la fin du projet.

L'évaluation formulera des recommandations pour la gestion déléguée du projet qui sera mise en œuvre au cours du prochain cycle de financement au Burundi et plus globalement sur le mode de gestion déléguée.

4. Objectif de l'évaluation

L'évaluation abordera l'analyse du projet selon les critères standards d'évaluation (pertinence, complémentarité/cohérence, efficacité, efficience, durabilité, impact) et analysera plus particulièrement la gestion déléguée du projet.

Pertinence

- Est-ce que les actions concrètes mises en œuvre dans le cadre de ce projet au profit des communautés sont pertinentes au regard de leurs besoins ?
- Est-ce que la zone choisie dans la province de Muyinga est pertinente par rapports aux besoins à couvrir en matière d'habitat ?
- Est-ce que l'analyse des besoins a permis de couvrir les besoins en habitat des populations ciblées ?
- Le projet s'insère-t-il dans les stratégies de développement nationales ?

Complémentarité/cohérence

- Dans quelle mesure l'action s'insère dans la stratégie d'intervention de la CRB et quelles complémentarités existent avec d'autres actions de la CRB ?
- Quelle a été la valeur ajoutée des synergies développées avec d'autres acteurs du développement présents dans la zone ?
- Quelle a été la plus-value de l'atelier organisé en avril 2019 au niveau des stratégies d'intervention future dans le domaine de l'habitat au Burundi ?

Efficacité

- Est-ce que les objectifs quantitatifs du projet en termes de nombre de maisons, latrines, cuisines, foyers améliorés, arbres plantés et sources aménagées ont été atteints ?
- Dans quelle mesure la résilience des populations bénéficiaires a été renforcée par les résultats du projet ?
- Est-ce que la structure du projet et le mode opératoire ont été adaptés pour répondre efficacement aux besoins ?
- Dans quelle mesure le genre a-t-il été pris en compte dans le projet ?

Efficience

- Est-ce que l'utilisation efficiente des moyens dans le cadre du projet a été assurée ?
- Est-ce que la prise en charge des coûts des ressources humaines et autres frais de support est en relation avec les besoins du projet et correspond au temps de travail et aux ressources consacrées au projet ?
- Est-ce que le coût unitaire par maison a été efficient ?

Durabilité

- Est-ce que la durabilité des réalisations comme les maisons, latrines, cuisines, foyers améliorés, arbres plantés et sources aménagées est assurée ?
- Dans quelle mesure le projet a permis de renforcer les capacités des acteurs locaux, notamment : les bénéficiaires, les maçons, les unités collinaires de la Croix-Rouge et les administrations locales ?
- Dans quelle mesure la mobilisation communautaire insufflée dans le cadre de ce projet va perdurer après le retrait du projet ?
- Dans quelle mesure l'atelier, organisé en avril 2019 favorise la durabilité de l'impact du projet ?

Impact

- Apprécier l'impact du projet sur la résilience des communautés. face aux aléas et risques ?
- Est-ce que le projet a eu des effets positifs et/ou négatifs sur l'environnement ?
- Apprécier l'impact sur le développement institutionnel notamment le développement de la branche locale de Muyinga et des unités collinaires ?

Gestion déléguée

- Quelle a été la valeur ajoutée de la gestion déléguée dans le cadre de la mise en œuvre de l'action et quelles recommandations peuvent être formulées pour augmenter la valeur ajoutée de ce mode de gestion ?
- Dans quelle mesure la gestion déléguée a permis de renforcer les capacités de la Croix-Rouge du Burundi ?
- Comment se sont passées les relations entre le siège de la CRB et ses structures au niveau provincial et communal ?

L'évaluation cherchera à apporter des réponses aux questionnements ci-dessus et formulera des recommandations.

5. Méthodes d'évaluation

La méthodologie d'évaluation devra être définie par l'évaluateur afin de pouvoir répondre aux objectifs qualitatifs et quantitatifs de l'évaluation.

Une approche participative dans une optique d'apprentissage est conseillée.

6. Produits

Les produits de l'évaluation sont :

- a. Une présentation par l'évaluateur au démarrage de l'évaluation de la méthodologie d'évaluation (approche, critères, outils);
- b. Deux meetings de restitution durant lesquels l'évaluateur fera part de ses analyses, conclusions et recommandations: (i) sur le terrain, en fin d'évaluation avant la rédaction du rapport provisoire (en présence d'un représentant de la CRB) et (ii) après soumission du rapport provisoire;
- c. Un rapport provisoire pour relecture et commentaires par la CRB et l'AICRL endéans une période de 15 jours après réception du rapport provisoire ;
- d. Un rapport d'évaluation final au plus tard une semaine après réception des commentaires éventuels sur le rapport provisoire.

Le rapport final sera rédigé en français.

Le contenu du rapport devra au minimum contenir les sections suivantes :

- a. Un résumé de l'évaluation
- b. Une description du contexte
- c. Une description de la méthodologie, des moyens utilisés et de leurs limites
- d. Les résultats pour chacun de critères définis par l'évaluateur
- e. Les conclusions, enseignements et recommandations (spécifiques et réalisables ; et de préférence répertoriées par ordre de priorité).

En annexe, le rapport contiendra : les termes de référence, les outils de collecte des données (fiches d'entretien, etc.), les sources des informations utilisées (primaires et secondaires).

7. Calendrier et budget de l'évaluation

L'évaluation devra avoir lieu entre février et mi-avril 2020, de préférence entre le 15 février et le 15 mars 2020.

La durée de l'évaluation sera déterminée par l'évaluateur et le commanditaire et devra comprendre les étapes suivantes :

- a. La préparation au siège de la CRB à Bujumbura : briefing par et rencontres avec les responsables de la de la CRB et de l'AICRL, validation d'une méthodologie de travail, organisation logistique des visites terrain, revue documentaire et premiers contacts téléphoniques avec les équipes terrain, répartition des tâches entre les membres de l'équipe et si nécessaire, briefing sur le Mouvement Croix-Rouge.
- b. Les visites terrain
- c. Le travail pour compiler les résultats et finaliser le rapport

Il est attendu qu'un rapport provisoire soit envoyé dans les 15 jours après la fin de la mission d'évaluation. Le rapport final devra être envoyé une semaine après réception des commentaires de la CRB et de l'AICRL.

8. Critères de sélection et compétences attendues de l'évaluateur

L'évaluateur sera sélectionné sur base d'une offre technique et financière qui devra être soumise par l'évaluateur au plus tard le 30 janvier 2020.

L'envoi de l'offre doit se faire par mail avec en objet la référence suivante « Evaluation Externe Burundi 2019 – offre technique et financière » aux adresses suivantes : myriam.jacoby@croix-rouge.lu et alexander.jacoby@croix-rouge.lu.

L'offre technique et financière devra contenir au minimum les sections suivantes :

- a. Description de l'approche méthodologique
- b. Calendrier de l'évaluation (description du plan de travail, nombre de jours prévus et échéances)
- c. Les CV des évaluateurs
- d. Le budget demandé (avec au minimum les rubriques suivantes : honoraires, transports, hôtels).
- e. Un exemple de rapport d'évaluation déjà réalisé par l'évaluateur

L'AICRL se réserve le droit de relancer une nouvelle procédure de sélection d'un évaluateur si les propositions reçues ne sont pas jugées de qualité suffisante ou en ligne avec le budget estimé.

Les compétences attendues de l'évaluateur sont :

- a. Au moins 5 à 10 ans d'expérience de conduite et/ou d'évaluation de programme en lien avec les thématiques liées à la Résilience particulièrement en Afrique Sub Saharienne
- b. Expérience de travail en Afrique Centrale.
- c. Expérience dans l'évaluation de projets et programmes de résilience, idéalement dans le domaine de l'habitat.
- c. Excellente maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance de la Croix-Rouge du Burundi et du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont un atout supplémentaire

L'Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel d'offres ou de ne plus mettre en œuvre l'évaluation au cas où celle-ci ne serait plus nécessaire ou possible pour des raisons stratégiques ou budgétaires.

9. Documents de référence pour l'évaluateur

- a. La proposition initiale de projet
- b. Les rapports de projet communiqués au MAEE ainsi que les sitreps mensuels
- c. L'étude du Shelter research Unit et le guide de référence élaboré suite à l'atelier de 2019
- d. Le code de conduite du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

10. Normes de qualité et d'éthique :

Les évaluateurs devraient prendre toutes les mesures raisonnables pour garantir que l'évaluation est conçue et menée de manière à respecter et à préserver les droits et le bien-être des personnes et des communautés auxquelles elles appartiennent ; qu'elle est techniquement exacte, fiable et légitime ; qu'elle est réalisée de façon transparente et impartiale ; et qu'elle contribue à promouvoir l'apprentissage institutionnel et la responsabilisation. Par conséquent, l'équipe d'évaluation devrait respecter les normes d'évaluation et les pratiques applicables énoncées dans le Cadre d'évaluation pour la Fédération internationale joint au présent cahier des charges.

Il est également attendu que l'évaluation soit menée dans le respect des sept Principes fondamentaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à savoir : 1) l'humanité, 2) l'impartialité, 3) la neutralité, 4) l'indépendance, 5) le volontariat, 6) l'unité, et 7) l'universalité. De plus amples informations sur ces Principes sont disponibles à l'adresse : www.ifrc.org/what/values/principles/index.asp

11. Logistique et sécurité :

Dans le cadre de cette mission la Croix-Rouge facilitera les contacts sur le terrain et transmettra son analyse sécuritaire de la zone.

La Croix-Rouge n'est pas garante de la sécurité des intervenants externes sur ses programmes.

Au niveau logistique, l'offre intégrera l'ensemble des coûts liés à l'hébergement, la restauration et aux déplacements en ville et sur zone.